



PRÉFET DU HAUT-RHIN

PRÉFECTURE

Direction des relations avec les collectivités locales
Bureau des enquêtes publiques et installations classées
SK/854

A R R Ê T É

Du 4 mars 2019 portant mise en demeure à la société SCHILLIGER BOIS de respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral n°2007-201-2 du 20 juillet 2007 réglementant ses installations sises à Volgelsheim

LE PRÉFET DU HAUT-RHIN
Chevalier de la légion d'honneur
Officier de l'ordre national du mérite

- VU** le livre I, titre 7 du code de l'environnement et notamment son article L. 171-8,
- VU** l'arrêté préfectoral n°2007-201-2 du 20 juillet 2007 autorisant la société Schilliger Bois à exploiter des installations de stockage, transformation et traitement de bois sur le site de Volgelsheim,
- VU** le rapport du 11 février 2019 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées suite à la visite du 22 novembre 2018,

CONSIDÉRANT que l'arrêté préfectoral du 20 juillet 2007 – article 18.2 – stockage du bois prescrit que « *Les stocks de bois (matières premières et produits finis) sont groupés en îlots. Ces îlots sont séparés les uns des autres, des bâtiments et des tiers par des voies de circulation de 10 m de large.* »,

CONSIDÉRANT que lors de la visite du 22 novembre 2018 l'inspection a constaté que la distance de séparation était de 5 m environ,

CONSIDÉRANT les dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement : « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine.* »,

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin,

A R R Ê T E

Article 1er :

La société Schilliger Bois sise rue du port rhénan à Volgelsheim (68600) est mise en demeure de respecter dans un délai de **6 mois à compter de la notification de cet arrêté**, les dispositions de l'article 18.2 – stockage du bois reprises ci-dessous :

« Les stocks de bois (matières premières et produits finis) sont groupés en îlots. Ces îlots sont séparés les uns des autres, des bâtiments et des tiers par des voies de circulation de 10 m de large. »

Article 2 :

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application des sanctions administratives prévues à l'article L171-8 du code de l'environnement.

Article 3 :

Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à l'exploitant.

Fait à Colmar, le 4 mars 2019

Le préfet
Pour le préfet et par délégation
Le secrétaire général

signé

Christophe MARX

Délais et voie de recours :

En vertu de l'article R421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de Strasbourg ne peut être saisi que par voie de recours formé contre cette décision, et ce, dans les deux mois à partir de sa notification.